



JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

VOL. III.

NEW-YORK, MERCREDI, 16 FÉVRIER 1831.

NO. 102

SOMMAIRE. — Procès des anciens ministres. — Nouvelles politiques. — Galilée, Descartes. — Le choix d'un mari.

FRANCE.

COUR DES PAIRS.

PROCÈS DES ANCIENS MINISTRES.

[SUITE.]

Séance du 16 décembre.

M. Louis de KOMIEROWSKI, âgé de 44 ans, ancien aide-camp de M. le maréchal duc de Raguse, demeurant rue Saint-Florentin n° 5.

Le lundi 26 juillet, j'étais de service à Saint-Cloud avec M. le maréchal; au moment du déjeuner, un lieutenant des gardes m'ayant appris la publication des ordonnances dans le *Moniteur*, j'allai à l'instant même en prévenir M. le maréchal, dont le premier mot fut de me dire que cela n'était pas possible, et qui me parut fort préoccupé de cette nouvelle, lorsque je le revis après déjeuner. Vers onze heures et demie le maréchal partit pour Paris, et je ne le revis que le soir à l'ordre, qui eut lieu assez tard, le roi ayant été à Rambouillet. Le mardi matin, M. le maréchal commandait sa voiture pour aller à la campagne, lorsque je lui fis observer que déjà le lundi soir il y avait eu quelque mouvement à Paris, et qu'au moins il serait nécessaire qu'il m'indiquât où on pourrait le trouver s'il arrivait quelque chose. Cette observation déterminait le maréchal à rester à Saint-Cloud, et peu de temps après il reçut l'ordre de venir chez le roi après la messe; en en sortant, vers onze heures et demie, il demanda sa voiture, et nous partîmes à l'instant pour Paris; nous descendîmes chez le prince de Polignac, où le maréchal resta quelques instants; après quoi, nous nous rendîmes à l'état-major, et le maréchal s'occupa de donner des ordres. Bientôt après arriva M. de Lavillat, annonçant qu'un rassemblement de huit cents personnes se portait sur Bagatelle pour enlever le duc de Bordeaux; le maréchal m'envoya sur-le-champ à l'école militaire pour y chercher cent cinquante lanciers, et me porter sur Bagatelle, avec ordre, si nous rencontrions le détachement, de n'agir qu'à coups de plat de sabre, et avec le bâton de la lance.

Arrivé à Bagatelle, je ne trouvai plus rien; le duc de Bordeaux était parti pour Saint-Cloud, où je me rendis, et d'où je revins ensuite à Paris. Le mercredi matin, je fus envoyé chez M. le préfet de police, pour l'engager, de la part du maréchal, à faire des proclamations au peuple; il me répondit que cela serait fait incessamment. J'allai, dans la matinée, avec le maréchal, chez M. de Polignac, chez lequel se trouvaient plusieurs des ministres: en revenant de chez le ministre, M. le maréchal m'annonça que la ville était en état de siège. Les ministres ne tardèrent pas à venir aux Tuileries, je les revis ensuite à l'état-major, et là étaient souvent dans la même pièce que le maréchal. Je sais que les ordres donnés par M. le maréchal aux chefs de colonnes, étaient de ne tirer sur le peuple qu'après avoir reçu eux-mêmes jusqu'à cinquante coups de fusil.

Le mercredi, vers quatre heures, je fus envoyé par M. le maréchal à Saint-Cloud, avec une dépêche pour le roi; j'avais ordre de faire la plus grande diligence, ce que je fis en effet. M. le maréchal m'avait, de plus, recommandé de dire moi-même au roi ce que j'avais vu de l'état de Paris. Introduit dans le cabinet du roi, je lui remis la dépêche du maréchal, et je lui rendis compte verbalement de l'état des choses, en lui disant qu'il exigeait une prompte détermination. Je lui exposai que ce n'était pas seulement la populace de Paris, mais la population tout entière qui s'était soulevée, et que j'avais pu en juger par moi-même en passant à Passy, où des coups de fusil avaient été tirés contre moi, non par la populace, mais par des gens d'une classe plus élevée. Le roi me répondit qu'il lirait la dépêche, et je me retirai pour attendre ses ordres: voyant qu'ils n'arrivaient pas, je priai M. le duc de Duras d'aller chez le roi pour les demander; mais il me répondit « que d'après l'étiquette, il lui était impossible d'y entrer au bout de vingt minutes. » Je fus enfin rappelé dans le cabinet du roi, qui ne me remit aucune dépêche écrite, mais me chargea seulement de dire au maréchal de tenir bon, de réunir ses forces sur le Carrousel et à la place Louis XV, et d'agir avec des masses; il répéta même deux fois ce dernier mot. Mme. la duchesse de Berri et M. le dauphin étaient alors dans le cabinet du roi; mais ils ne dirent rien. Je revins apporter cette réponse au maréchal; mais je ne vis point alors M. de Polignac, et je n'ai pas su s'il avait envoyé quelque dépêche au roi: ce que je sais, c'est qu'il ne m'en a donné aucune. Je n'ai point eu connaissance d'un ordre donné le mercredi ou le jeudi, pour arrêter diverses personnes; mais j'ai été chargé par le maréchal, le jeudi de très-bonne heure, d'aller dire à M. de Foucauld que l'ordre donné pour les arrestations était annulé. Je m'acquittai de cette mission, mais sans avoir su par qui avait été donné l'ordre, ni quelles personnes il pouvait concerner.

M. Jacques LAFFITTE, âgé de 63 ans, président du conseil des ministres.

Le 26 juillet, jour de la publication des ordonnances, je me trouvais à 35 lieues de Paris, et je n'appris cette publication que par un courrier qui me fut expédié de ma maison. Je n'arrivai donc à Paris que le mardi vers onze heures du soir. Ayant appris le lendemain que l'on se réunissait chez M. Audry de Puyraveau, je m'y rendis, et j'y trouvai un grand nombre de mes collègues qui délibéraient sur les événements et sur le parti qu'il y avait à prendre. Il fut résolu qu'une députation de cinq membres se rendrait chez le maréchal duc de Raguse, et, s'il y avait lieu, chez le préfet, afin de les rendre responsables des malheurs qui se préparaient. La députation choisie par l'assemblée se composa de moi, de MM. Casimir Périer et Mauguin, du général Gérard et du comte de Lobau. Ayant été désigné le premier, je fus chargé de porter la parole; nous avions senti qu'il ne pouvait nous convenir de prendre vis-à-vis le maréchal une attitude menaçante, et que notre mission était de nous concerter avec lui, s'il était possible, pour faire cesser l'effusion du sang. Nous arrivâmes à l'état-major vers deux heures et demie: nous y fûmes reçus sans aucune difficulté et avec tous les égards possibles: l'expression des figures nous fit penser que l'on éprouvait quelque satisfaction de notre démarche.

Introduits chez le maréchal, nous lui exposâmes que nous venions au nom des députés présents à Paris pour examiner avec lui s'il n'y aurait pas quelque moyen de faire cesser un combat qui, s'il s'engageait davantage, pouvait entraîner non seulement les plus cruelles calamités, mais une véritable révolution. Il nous parut profondément affligé de la position où il se trouvait. La mission dont il était chargé était l'une des fatalités de sa vie; mais malheureusement il avait des ordres, et ces ordres étaient positifs: son devoir, comme militaire, était impérieux, et son honneur y était engagé. J'essayai de lui faire quelques représentations à cet égard; mais quoique ses sentiments parussent conformes aux nôtres, il se croyait enchaîné par sa situation. Nous lui demandâmes de rendre compte au roi de notre démarche. Il nous demanda à son tour d'employer notre influence auprès du peuple pour le déterminer à se soumettre. Nous répondîmes qu'avant tout les ordonnances devaient être rapportées et les ministres changés, et qu'à ces deux conditions, qui seraient prises pour bases des négociations ultérieures, nous nous engageions à user de notre influence, sans être assurés toutefois d'une réussite complète. Nous ajoutâmes que si l'on n'obtempérait pas à ces justes demandes, nous regarderions comme un devoir de nous jeter corps et biens dans le mouvement. Le maréchal annonça qu'il instruirait le roi de nos propositions. Il demanda s'il pouvait nous nommer, ce dont nous ne fîmes aucune difficulté, et il nous promit de nous faire rendre la réponse du roi en ma l'adressant; mais il nous fit entendre qu'il avait peu d'espérance. La conversation ayant encore continué quelques instants, il nous demanda si nous aurions quelque répugnance à voir M. de Polignac: nous répondîmes que nous n'en avions aucune. Il sortit, et à son retour, au bout de dix minutes environ, il nous rapporta que M. de Polignac, instruit par lui de notre démarche, et sachant de quelle manière nous avions envisagé la question, avait pensé qu'il était inutile que nous le vissions.

Je dois dire au surplus que, dans le ton du maréchal et dans les expressions dont il se servit pour nous transmettre cette réponse, je crus entrevoir de la part de M. de Polignac, non pas un refus absolu de nous voir et une obstination à ne pas nous écouter, mais bien plutôt un sentiment de pitié, que, dans la conviction où il était qu'il connaissait nos intentions, le portait à nous éviter une perte de temps inutile et une conférence que les deux conditions imposées par nous auraient rendue assez délicate. Au moment où nous sortions, M. la Rochejacquin nous rappela en nous disant que M. de Polignac désirait nous voir; mais, sur notre observation que sans doute il y avait erreur de sa part, il alla s'en assurer, et nous répondit peu d'instants après qu'en effet le prince de Polignac ayant eu connaissance de notre démarche par le maréchal, ne désirait plus nous recevoir. Nous sortîmes donc, et nous attendîmes toute la journée la réponse qui nous avait été promise. A dix heures du soir j'étais encore à l'attendre chez M. Audry de Puyraveau; mais rien n'arriva, et ce fut surtout cette circonstance qui me détermina à me jeter dans le mouvement. J'ajouterai que dans toutes les relations que nous avons eues avec le maréchal, il nous a paru n'être qu'un instrument et ne faire qu'obéir à un devoir rigoureux. Lorsqu'il est entré chez M. de Polignac, rien ne nous a portés à croire que ce ministre fût alors réuni en conseil à ses autres collègues.

Les dépositions des autres députés, qui se sont rendus à l'état-major, sont conformes à celle de M. Laffitte.

M. Auguste-Gaspard BAUDISSON DE RICHEBOUR, âgé de 47 ans, commissaire de la Bourse de Paris, demeurant rue Monsigny, n° 1.

Quelques jours avant la publication des ordonnances, le bruit d'un coup d'état prochain s'était répandu à la Bourse; mais cette opinion était loin d'être générale, et la distribution des lettres-closées faites aux pairs et aux députés, avait fait revenir beaucoup de personnes à l'opinion contraire. Ce qui accréditait principalement le bruit d'un coup d'état, était la grande quantité d'opérations à la baisse, que M. Ouvrard faisait depuis deux ou trois mois. J'eus occasion de parler à M. de Montbel de ces opérations, et de l'opinion où l'on était qu'elles étaient le résultat de communications données à M. Ouvrard par M. de Polignac, relativement au coup d'état que l'on prévoyait. Il me répondit que cela était absolument faux, et que M. Polignac n'avait pas vu M. Ouvrard depuis plus de deux mois. Je dois dire qu'à l'époque qui a précédé les ordonnances, on disait à la Bourse que les personnes qui approchaient M. Peyronnet opéraient à la hausse, tandis que celles qui pouvaient être en relation avec M. d'Haussez opéraient à la baisse. Dans les rapports assez fréquents que mes fonctions me donnaient avec M. de Montbel, je lui avais une fois indiqué, comme un moyen de soutenir le cours en liquidation, d'amener le syndicat des receveurs-généraux et M. de Rothschild à opérer simultanément; il me répondit que ce serait substituer l'erreur à la vérité, et que cela ne pouvait convenir à un gouvernement honnête. Je rapportai plus tard ce propos à M. de Polignac, qui me dit: « Nous savons bien que M. de Montbel est un homme de conscience, et c'est pour cela que nous tenons à le conserver. » J'ajouterai que, dans tous les rapports que j'ai eus avec M. de Polignac, il m'a toujours paru entièrement étranger aux spéculations de Bourse. Le 26 juillet au soir, ayant rendu compte à M. de Polignac de la baisse qui s'était manifestée, il me dit qu'il était sûr que cela remonterait, et que, s'il avait des capitaux disponibles, il n'hésiterait pas à les employer en rentes.

M. Jean-Georges PÉRUSSET, négociant, âgé de 36 ans, rue de Sévres, n° 96.

M. Pérusset, en uniforme de sergent de la garde nationale, déclare que, le mardi 27 juillet, vers quatre heures du soir, il a vu les gendarmes, sur l'ordre d'un officier de l'état-major, charger et sabrer le peuple avec fureur. « Trois ou quatre minutes après, ajoute-t-il, le factionnaire de la garde royale, qui se trouvait au coin de la rue de Valois, tira un coup de fusil dans la rue St-Honoré, puis un sergent avec cinq à six hommes s'avancèrent en tirailleurs, et firent une décharge. Le peuple se mit alors à ramasser des pierres. Bientôt les lanciers débouchèrent de la place du Carrousel dans la rue St-Honoré, où leur commandant leur ordonna de charger. Dans la journée du 28, on a distribué beaucoup de vin aux troupes, et j'ai même contribué à saisir dix pièces de vin qui leur étaient destinées. Nous avons trouvé dans une maison plusieurs Suisses morts-ivres. (Mouvement.)

M. le duc de Choiseul: Des sommations ont-elles été faites? — R. Nullement; il n'y avait plus de police.

M. BONIFACE, âgé de 36 ans, ancien commissaire de police du quartier du Palais-Royal.

J'ai été informé le lundi de l'existence des ordonnances. Le soir, je me suis rendu au Palais-Royal pour constater les désordres qui pourraient avoir lieu. Vers quatre heures, M. le préfet de police me transmit l'ordre de m'opposer le lendemain à ce qu'on mît en lecture d'autres journaux que les journaux autorisés. Le même jour, vers six heures, une troupe considérable de jeunes gens sortit du Palais-Royal, et se dirigea vers les boulevards en brisant les réverbères.

Le mardi 27, à midi, M. le préfet de police m'envoya l'ordre de faire fermer le Palais-Royal; je ne pus faire évacuer que le jardin, dont les grilles furent fermées. Entre trois et quatre heures, je me rendis au poste du Château-d'Eau. La place était occupée par des gendarmes à cheval qui faisaient vers la rue du Lycée des charges à l'arme blanche, auxquelles le peuple répondait par des coups de pierres. J'ai vu quelques gendarmes blessés. Une demi-heure plus tard, un chef d'escadron de gendarmerie vint m'inviter à faire des sommations aux rassemblements, qui étaient alors beaucoup moins considérables; car, à mesure qu'ils étaient chargés, ils fuyaient, et se retiraient dans les allées; cependant il restait toujours un noyau de douze à quinze personnes. Comme le peuple venait d'être chargé et que plusieurs citoyens avaient été blessés, je ne jugeai pas à propos de faire les sommations qu'on me demandait. Je fis observer au chef d'escadron de gendarmerie, qui se croit s'appelle Reich, que puisqu'il n'avait pas cru devoir m'appeler à temps, et qu'on avait déjà chargé sans faire les sommations légales, ces sommations seraient maintenant sans résultat. (Sensation.)

On me dit que dans la rue Saint-Honoré un coup de feu avait été tiré sur la troupe de la fenêtre d'une maison; je m'y rendis aussitôt avec 25 hommes de ligne, qui furent fort bien accueillis aux cris de: *Vive la ligne! vivent les vainqueurs d'Alger!* (Mouvement.) Nous restâmes quelques temps et nous ne vîmes tirer aucun coup de feu; nous n'entendîmes pas dire qu'on eût tiré précédemment.

M. le Président: Etiez-vous revêtu de vos insignes? — R. Oui.

D. Vous avez dit que le mardi on avait cassé les réverbères: quelles mesures furent prises par l'administration? — R. Absolument aucune. Il n'y avait que quinze à vingt hommes au poste du Château-d'Eau; ils n'étaient pas en force pour le détacher.

D. Le mardi, M. le préfet de police ne vous a-t-il pas parlé de la mise en état de siège? — R. Il ne m'en a parlé ce jour-là que d'une manière vague. Ce fut le lendemain, mercredi, qu'il me l'annonça d'une manière positive, en ajoutant: *Je ne suis plus préfet, vous n'êtes plus commissaire, allez-vous en.* (On rit.)

D. M. le préfet de police vous a-t-il jamais parlé de la nécessité de faire des sommations légales? — R. Nullement. (Sensation.)

M. le duc de Brancas: A quelle heure, le mercredi, fûtes-vous informé de la mise en état de siège? — R. Entre huit et neuf heures du matin.

M. le duc de Fitz-James: N'y avait-il pas eu des coups de fusil tirés sur la troupe de la place du Palais-Royal? — R. M. le chef d'escadron Reich me dit bien qu'il avait entendu une détonation; ce fut alors que j'allai me placer devant la maison qu'il m'indiqua; mais je n'entendis rien.

M. le Président: Est-il vrai que ce chef d'escadron de gendarmerie vous ait pris au collet? — R. Je n'ai pas jugé à propos de rendre compte des violences et des injures de cet homme, qui, dans ce moment, était extrêmement irrité; il ne m'a pas précisément pris au collet, mais il m'a poussé, entraîné au milieu des rassemblements, en voulant m'obliger à faire ces sommations que les charges précédentes de la gendarmerie avaient rendues inutiles.

Joseph JOLY, âgé de 37 ans, marchand de vin, rue de Charlois, n° 25.

Ce témoin, qui est en uniforme de canonier de la garde nationale, déclare que le mardi 27 juillet, dans l'après-midi, il a vu, sur la place du Palais-Royal, des détachements de gendarmerie disperser à coups de sabre les citoyens qui criaient: *Vive la Charte!* Un homme fut renversé par un maréchal-des-logis de gendarmerie, qui l'a tué à coups de talon de botte et de crosse de fusil. Le premier coup de feu, ajoute le témoin, fut tiré par un sergent de la garde royale, et deux autres coups furent presque aussitôt tirés par deux soldats placés derrière lui. Puis des feux de pelotons furent exécutés successivement par les détachements du 3^e régiment de la garde stationnant sur la place.

M. le Président: Qu'est devenu le corps du malheureux vieillard, qui a été tué? — R. Ce n'était pas un vieillard; c'était un jeune homme, M. le témoin: son cadavre était dans le poste.

D. Y a-t-il eu résistance, dans ce premier moment, de la part des citoyens? — R. Aucune.

D. A-t-on fait des sommations? — R. Aucune.

M. Persil: Le témoin n'a-t-il pas entendu un chef d'escadron de gendarmerie intimé à un jeune officier d'un régiment de ligne, l'ordre de tirer sur le peuple? — R. Oui, cet officier répondit qu'il n'avait point d'instruction; un papier fut alors exhibé par le chef d'escadron; mais le jeune officier a répliqué par un signe négatif, en inclinant son épée vers la terre. (Mouvement dans l'assemblée.)

M. Persil: Le témoin n'a-t-il pas vu distribuer de l'argent aux troupes? — R. On en a distribué sur la place même du Palais-Royal; j'ai changé plus de 150 fr. de pièces de cent sous en petite monnaie aux soldats et sous-officiers qui venaient de les recevoir. (Très vive sensation.)

D. Qui distribuait cet argent? — R. C'étaient les sergents-majors et les fourriers.

D. Quel jour et à quelle heure? — R. Le mardi 27, après midi. (Nouvel mouvement.)

D. A quelle troupe? — R. A la garde royale.

D. On n'en a pas distribué aussi à la ligne? — R. Non.

M. de Séménov: Les sergents-majors distribuaient-ils de l'argent à chaque homme, ou bien chargeaient-ils un homme de le distribuer à plusieurs autres? — R. Je ne l'ai pas remarqué.

Cette dernière partie de la déposition du témoin excite un mouvement prolongé parmi les accusés, qui s'entretiennent vivement entre eux.

M. BARBÉ dépose que, le mercredi, dans la rue Saint-Denis, un officier adressa ces mots aux citoyens qui l'entouraient: « Au nom de la loi, retirez-vous, on va tirer; » qu'après cette dernière sommation les armes étaient déjà baissées pour faire feu, mais que l'officier a empêché de tirer.

M. GALLETON, ancien commissaire du quartier des Arcs. Le 27, à six heures, je fus averti de la part du commandant du poste

de la place du Châtelet, que le corps-de-garde était investi par une foule considérable. Je m'y rendis, revêtu de mes insignes, et je parvins à dissiper la foule. Bientôt arriva un blessé, porté au milieu de 60 hommes environ, qui criaient *Vengeance!* Je le fis entrer au poste et conduire à l'Hôtel-Dieu dans un fiacre, où je fis monter un gendarme et deux agents de police. Mais, au moment où le blessé descendait de voiture pour entrer à l'Hôtel-Dieu, les mêmes hommes, qui l'avaient accompagné, l'envahirent pour le transporter de nouveau, en criant *Vengeance!* J'appris depuis qu'il était mort entre leurs mains. En agissant autrement, on aurait peut-être pu le sauver.

Rentré au poste du Châtelet, je vis un armurier du quai de la Mégisserie, nommé Bouteville, couvert de sang et de contusions qui m'annonçaient que son magasin venait d'être enfoncé, et que le peuple s'emparait des armes qui s'y trouvaient; j'y courus avec quelques gendarmes; arrivés au coin du quai, nous rencontrâmes une troupe d'individus armés; l'un d'eux chercha à me porter un coup d'épée; je parvins à le désarmer; un autre me coucha en joue avec un fusil à deux coups; il fut également désarmé; tous deux furent arrêtés et conduits au poste du Châtelet; on les fouilla tous deux et on trouva sur l'un d'eux un poignard long comme le bras, et sur l'autre une paire de pistolets chargés. Conduits à la préfecture, ils ont été relâchés le lendemain.

Le mercredi, je vis que le poste du Châtelet avait été désarmé, et que des bourgeois s'étaient emparés des fusils et des gibernes, paraissaient vouloir se diriger sur la préfecture de police; j'allai en prévenir M. le préfet, dont la cour était remplie de gendarmerie. Sur la nouvelle que j'apportais, dix gendarmes à cheval se dirigèrent vers la place du Châtelet; mais lorsqu'ils y furent arrivés, une décharge fut faite sur eux par les personnes qui se trouvaient sur cette place, et tua le maréchal-des-logis et le brigadier; et cependant la troupe n'avait commis aucune hostilité; je ne sais pas même si les gendarmes avaient le sabre hors du fourreau. A ce moment, passait sur la place du Châtelet une voiture de deuil dans laquelle se trouvaient deux ecclésiastiques revenant d'un enterrement; on cria autour de la voiture: *À bas les prêtres! à bas les jésuites!* Le plus jeune de ces ecclésiastiques effrayé par ces cris, ouvre le sacre et cherche à s'échapper; huit ou dix coups de fusil sont dirigés sur lui, mais ils ne l'atteignent pas. Il se sauva chez moi, et heureusement il vit encore; la garde royale arriva bientôt et dirigea sur une troupe de personnes qui tiraillaient, un feu de peloton qui, à mon grand étonnement, ne renversa personne. J'eus lieu de croire que la troupe avait seulement pour but d'effrayer le peuple, avait tiré en l'air ou avait des cartouches sans balles.

M. MASSON, avocat, demeurant rue Cassette, appelé à la requête des accusés.

Dans une très-longue déposition où il énumère avec un imperturbable sang-froid les rues, places et carrefours qu'il a parcourus, ce témoin, qui paraît avoir observé toutes les phases du mouvement populaire, attribue sur tous les points les premières hostilités au peuple. Partout, selon lui, la troupe s'est conduite avec modération, et même avec politesse; les rassemblements populaires, au contraire, n'ont semé sur leur passage que désordres et violence. C'est en vain que M. le président l'invite plusieurs fois à abréger et à préciser les faits, il continue, sans s'émouvoir, son long et minutieux bulletin.

La gravité de la cour, le sérieux même des accusés ne peuvent tenir contre un passage de cette déposition dans lequel le témoin affirme que les gendarmes de la place Maubert n'ont fait qu'une résistance morale, et il répète la phrase interrompue par les rires universels, en appuyant encore sur le dernier mot; il termine en ces termes:

Après avoir vu, le mercredi à dix heures, le feu de la garde royale commencer sur le quai des Lunettes, je retournai chez moi. En passant par la rue des Canettes (on rit), je rencontrai une femme en bonnet rond (on rit plus fort): oui, en bonnet rond, répète fièrement le témoin en s'adressant aux tribunes, elle avait les poches de son tablier pleines de rubans tricolores; elle était assistée de deux individus d'une taille assez colossale, qui semblaient prêts à la défendre si quelqu'un eût voulu l'attaquer.

Jean François Cyr BILLOT, âgé de 41 ans, procureur du roi près le tribunal de première instance de Paris.

La déposition de ce témoin finit ainsi: Je n'ai reçu de M. Chantelauze aucune instruction.

D. Puisque le témoin a vu M. de Chantelauze le mardi, nous voudrions savoir si ce ministre lui a ordonné de lancer des mandats d'arrêt ou de dépôt contre les 44 signataires. — R. Cette question a lieu de m'étonner. On ne lance des mandats de dépôt qu'après un interrogatoire, et dans cette circonstance il n'y avait pas même eu de mandat d'amener.

M. Persil, avec vivacité. Le procureur-général le sait, mais il sait aussi qu'en matière d'article et de délit de la presse, il y a des précautions à prendre dans la disposition des mandats; il sait aussi qu'il est de son devoir de ne pas souffrir qu'un procureur du roi puisse y manquer. (Sensation.) M. de Chantelauze a-t-il dit au témoin de lancer des mandats quelconques? — R. Je l'ai dit, je n'avais reçu de lui aucune instruction.

M. Persil. Comment, en lançant 45 mandats vous ne l'avez pas consulté? Vous n'avez cherché aucune information! Des noms au bas d'un article vous ont paru suffisants. Quels ont donc pu être les motifs de cette étrange promptitude et de cette détermination prise si précipitamment contre l'usage de tous les parquets? — R. J'ai peine à concevoir ces reproches, lorsque depuis ces événements, tout a été avoué et rendu public de la part des quarante-quatre signataires de la protestation. Les circonstances ne me paraissent-elles pas assez leur qualité de journalistes? et que fallait-il de plus pour former ma conviction à ce sujet? Quant à moi, selon mes opinions et ma manière d'envisager mes obligations de magistrat, j'aurais cru manquer à mon devoir et à ma conscience, en agissant pas comme je l'ai fait, et je me le reprocherais en ce moment.

Robert-Marie LECROSNIER, âgé de 40 ans, chef de division à la préfecture de police, demeurant à Paris, place Dauphine, n. 6.

D. Expliquez-nous les quarante-cinq mandats qui vous furent envoyés et confiés par M. le procureur du roi, le 27 juillet. — R. Je fus appelé dans le cabinet de M. le préfet de police pour la saisie des presses de plusieurs journaux qui étaient en contravention. Je désignai plusieurs commissaires de police pour cette opération; ils paraissaient, et je dois le dire pour rendre hommage à la vérité, n'accepter qu'avec douleur cette mission pénible. Cela se passa le mardi 27 juillet, vers les huit heures du matin, beaucoup de personnes étaient réunies en même temps que moi dans le cabinet de M. Mangin, on y discutait la question de savoir si toutes les presses des journaux qui avaient paru contrairement aux ordonnances devaient être saisies, ou bien s'il fallait seulement saisir la presse qui avait servi à tirer le journal.

J'appuyai ce dernier avis. Le soir du même jour je fus appelé de nouveau chez M. le préfet de police; là je rencontrai M. le procureur du roi, et M. Mangin me remit 45 mandats avec ordre de les faire exécuter contre les personnes dont les noms y étaient désignés; mais cette mesure ne paraissait avoir rien d'urgent, car on me laissait libre de temporiser, et ces mandats ne furent pas même enregistrés. Voilà les faits du 27.

Le 28, mon bureau fut désert pendant presque toute la journée que j'y passai.

Le 29, je ne m'occupai que de préserver de toute invasion l'hôtel de la préfecture de police. Après les événements, M. le procureur du roi me fit redemander les mandats, et me pria de les lui renvoyer, puisqu'aucune suite n'avait pu leur être donnée; je n'hésitai pas à le faire, et je les lui fis tenir sans aucune précaution par un employé. Dans cette circonstance, j'ai agi comme cela se fait à l'égard des mandats qui n'ont eu qu'un commencement d'exécution.

M. Persil: Mydi ou mercredi savez-vous s'il y a eu entre la police et le ministère de l'intérieur quelque communication? — R. Je l'ignore.

D. Savez-vous si le préfet de police a vu le ministre de l'intérieur? — R. Je l'ignore.

Gilbert-Joseph-Gaspard, comte de CHABROL-VOLVIC, ancien préfet de la Seine, âgé de 57 ans, demeurant rue Mondovi, n. 6.

Ce témoin paraît souffrant; on le fait asseoir. J'étais bien loin, dit-il, de m'attendre aux actes du 25 juillet; j'avais reçu la veille ma lettre d'admission comme membre de la chambre des députés.

Lorsque le 26 je lus dans le *Moniteur* les ordonnances, je me rendis à

l'instant même au ministère de l'intérieur. Je dis au ministre que je me croyais peu propre à rester en fonctions dans une semblable circonstance, je lui dis que je comptais six huit années d'administration légale et paternelle et que je ne pourrais facilement changer d'habitudes. M. Peyronnet me répondit, que si l'on était momentanément sorti de la charte, ce n'était que pour y rentrer bientôt; que je ne devais dès-lors rien modifier à ma manière d'être, il m'y engagea avec vivacité. Je retournai à l'Hôtel-de-Ville, on s'entretenait d'affaires de la ville; il y avait une réunion des membres du conseil général, et il ne fut pas question des ordonnances. Rentré chez moi, je réfléchis à toute la gravité de ma situation, je fis appeler des hommes exercés et intelligents et je leur donnai la mission de me rendre compte avec exactitude de la situation de Paris.

Le mardi matin, je me rendis au ministère de l'intérieur, je trouvai le ministre très-calme et rempli de sang-froid, il me parut n'avoir aucune crainte pour lui-même, mais redouter beaucoup les désordres et fort peu instruit de ce qui se passait dans la capitale. Je donnai le conseil de séparer la ville en quartiers distincts, au moyen de la Seine et du canal Saint-Martin, afin d'éviter la propagation des troubles. Le ministre parut partager cet avis. Je sus que dans cette même journée, près du Théâtre-Français, des soldats avaient refusé d'obéir; du reste, il n'y eut que peu de désordres, mais déjà des bandes mal armées avaient traversé la place de Grève, on portait un blessé, on portait un cadavre, qui paraissait destiné à exciter le peuple; cela ne réussit pas, car un corbillard arriva et le porta à l'Hôtel-Dieu.

Le témoin raconte ensuite comment il a vu casser les réverbères par des hommes qui compaient les cordes et les faisaient tomber; je prévis alors qu'on voulait préparer un théâtre de désordre; je me plaignis de la police, et je demandai à M. Mangin, que j'avais vu la veille, un renfort pour le poste de l'Hôtel-de-Ville, on m'envoya un renfort de quatre hommes. (Marques d'étonnement.)

Le reste de la déposition de M. de Chabrol est consacré à exposer les faits qui se sont passés aux différentes attaques de l'Hôtel-de-Ville, et les précautions qu'il prit pour mettre à l'abri de toute atteinte la caisse de l'Hôtel de Ville. Il déclare qu'il était préoccupé de l'idée de l'établissement d'une municipalité improvisée. Il déclare, en outre, que M. de Peyronnet lui témoignait son étonnement de n'avoir eu aucun rapport de la préfecture de police.

D. Avez-vous eu occasion de voir le préfet lundi ou mardi? — R. Je l'ai vu mardi; je lui parlai de la fermentation des esprits, mais je ne lui trouvai pas le calme que je croyais nécessaire; il n'était pas exaspéré, mais il n'avait pas toute la mesure que j'aurais désiré voir en lui; je lui dis que je pensais qu'il fallait déployer un grand appareil de force, mais pas de violence; je répétai mon opinion de la séparation des quartiers au-delà du canal Saint-Martin.

D. Vous dit-il qu'il connaissait les ordonnances avant leur promulgation officielle? — R. Non pas précisément, mais je le devinai, car je ne le vis pas aussi étonné que je le croyais.

M. Nompère, vicomte de CHAMPAGNY, ex-sous-secrétaire d'état au département de la guerre.

D. Avez-vous eu connaissance, à l'avance, des ordonnances? — R. Je les ai seulement apprises par le *Moniteur*, le 26.

Avant les ordonnances y a-t-il eu des ordres relatifs à des mouvements de troupes? — R. Il n'y a eu aucun mouvement de troupes vers Paris. Au contraire, deux régiments de la garde, l'un de cavalerie, l'autre d'infanterie, avaient été quelques jours auparavant envoyés en Normandie. L'acte d'accusation dressé par la commission de la chambre des députés, tend à jeter de graves soupçons sur le gouvernement, relativement aux incendies. Il est de mon devoir de rendre, sur ce point, hommage à la vérité. J'ai été journellement témoin des efforts faits par M. le prince de Polignac pour rechercher la cause de cet épouvantable fléau. Je puis dire que souvent après s'être concerté avec moi le matin sur les mesures à prendre relativement aux incendies, je lui ai vu faire ce qu'il ne faisait jamais pour aucune autre affaire: il m'écrivait dans la journée pour savoir si les mesures concertées le matin avaient été mises à exécution, tant il avait à cœur de stimuler les autorités locales, afin de porter un prompt remède à ces incendies.

Le plan des ordonnances de juillet était si peu concerté à l'avance, qu'à la fin de mai deux régiments de la garde partirent de Versailles et de Courbevoie, pour d'autres garnisons. Si, à cette époque, on eût été décidé à faire ces ordonnances, on n'eût pas éloigné la garde, ou on aurait pris des mesures pour la faire revenir à temps au moment où les ordonnances devaient paraître.

D. Quels furent les motifs de la nomination de M. le maréchal duc de Raguse au commandement supérieur de la première division militaire? En était-il question avant les ordonnances? — R. M. de Polignac n'avait parlé peu de jours avant les ordonnances, et voici quels étaient ses motifs: M. le général Courat était très-malade; l'approche de circonstances politiques, l'agitation qui commençait déjà à se manifester de toutes parts, engageaient à prendre des mesures de prudence.

D. Le 28, n'avez-vous pas été à Saint-Cloud? — R. Le 28, j'allai à Saint-Cloud, selon mon habitude; une fois par semaine je présentais à M. le Dauphin l'état des nominations faites dans le département de la guerre.

D. Vites-vous alors le prince de Polignac? Sûtes-vous que la capitale était mise en état de siège? Vous rappelez-vous quelque chose touchant l'établissement des conseils de guerre? — R. Je revenais à Paris lorsqu'on me dit que M. le prince de Polignac était chez le roi, et demandait à me parler. Je l'attendis. Lorsqu'il sortit de chez le roi, il me dit qu'une ordonnance, qui venait d'être signée, mettait Paris en état de siège.

M. de Polignac, après m'avoir appris cette nouvelle, me demanda quelques renseignements sur la législation de la mise en état de siège et sur la formation des conseils de guerre en pareil cas. Je répondis que j'étais peu au fait de cette législation, et que, pour avoir des renseignements plus certains, je le priais d'attendre mon retour à Paris. Arrivé à Paris, je pris des renseignements auprès d'un chef et d'un sous-chef de bureau. Une note fut rédigée; je la portai aux Tuileries entre onze heures et midi. Je la remis à M. de Polignac. Celui-ci la reçut sans paraître y attacher une grande importance. Il ne la prit même pas de ses mains. Il ne la lut pas et me chargea de la remettre à M. le duc de Raguse.

Il en résulta pour moi que les renseignements qu'on m'avait demandés étaient plutôt de ces renseignements que l'on demande avant de prendre une décision que de ces renseignements que l'on demande pour mettre à exécution une décision déjà prise.

Il en a coûté à la couronne les sommes suivantes pour soutenir les journaux royalistes: au *Pilote* 400,000 fr., plus une charge annuelle de 7,200 fr. Les *Tablettes universelles* ont été payées 384,053 f. 91 c.; le *Journal de Paris*, 984,933 f. 96 c.; la *Foudre*, 49,000 f.; l'*Oriflamme*, 426,714 f.; la *Quotidienne*, 442,364 f. 78 c.; le *Journal des Campagnes*, 463,500 f.; la *Gazette de France*, 391,633 f. 21 c. etc. Le reste ne vaut pas la peine d'être compté. Enfin, en totalité, ce beau système de corruption et de vénalité, qui n'a abouti qu'à l'anéantissement des journaux de la couronne, comme on les appelle dans le rapport, a coûté à la liste civile, ou plutôt à la France, près de cinq millions. Voilà, comment on dépensait l'argent qu'elle accordait avec tant de munificence pour soutenir la dignité du pays et du trône.

L'ambassadeur de Russie, M. Pozzo di Borgo, en conséquence des ordres qu'il a reçus depuis deux jours de son gouvernement, a réitéré l'ordre à tous les sujets russes de sortir immédiatement de la France. (Constitutionnel.)

Le marquis de Saint-Amaro est parti de Paris pour Londres, où il va renouer les négociations qu'il avait été forcé d'abandonner sous le ministère Wellington, relativement aux affaires de Portugal.

Le célèbre poète allemand Goëthe est à la dernière extrémité. La nouvelle de la mort de son fils, arrivée à

Rome il y a peu de temps, a fait une telle impression sur lui, que, deux jours après, il a eu une violente hémorragie. On désespère de ses jours.

Le Roi a nommé M. le maréchal duc de Trévise son ambassadeur près S. M. l'empereur de toutes les Russies.

Par ordonnance du 7 décembre courant, le Roi a nommé secrétaire-général du ministère de la guerre, M. Baradère, intendant militaire en retraite; directeur du dépôt de la guerre, M. le lieutenant-général baron Pelet; directeur de l'infanterie, M. le lieutenant-général baron Nugues-Saint-Cyr; directeur de la cavalerie, M. le lieutenant-général vicomte Prével; directeur de l'administration, M. le comte Daure, conseiller-d'état, intendant militaire; directeur de la comptabilité, M. Martineau des Chesnes, maître des requêtes.

On annonce de Lisbonne, que le général anglais George Helder a dû partir de cette ville le 24 novembre, pour prendre le commandement de la forteresse d'Elvas.

Le consul anglais Mackenzie a été très-mal accueilli par le ministre des affaires étrangères portugais, qui lui a reproché, au nom de don Miguel, le manque de parole du gouvernement anglais, relativement à la reconnaissance de son maître.

Tous les Portugais qui avaient cherché à se réfugier à bord des frégates françaises ont été conduits en prison.

On annonce que le ministère va s'occuper d'une nouvelle nomination de pairs. Cette nouvelle nous paraît vraisemblable; car le nombre des membres de la chambre des pairs a cessé, par la juste expulsion des *fournées* de M. de Villèle, d'être en rapport avec celui de la chambre des députés.

On parle d'une publication que doit faire paraître incessamment la diète germanique, portant que la sérénissime ne comptait point s'immiscer dans les affaires intérieures des nations étrangères, et qu'ainsi elle allait adhérer implicitement au système déjà adopté sous ce rapport par d'autres grandes puissances de l'Europe.

Un polonais, appelé Wielopolski, est arrivé de Varsovie à Paris, chargé d'une mission par le dictateur. Il avait quitté Varsovie le 12 décembre, et ce n'est qu'à la faveur d'un déguisement et en faisant un grand circuit, qu'il avait pu traverser les pays qui entourent la Pologne et enfin arriver jusqu'aux frontières de France. Quelques lettres particulières de Paris annoncent que l'objet de sa mission est de solliciter l'alliance de la France avec la Pologne, ou du moins ses bons offices auprès des principales puissances de l'Europe, pour la faire réintégrer dans son indépendance. On croyait à Paris que cet envoyé ne réussirait pas auprès du gouvernement Français.

DERNIERS MOMENTS DE BENJ. CONSTANT.

Le vendredi qui précéda la publication des fatales ordonnances, Benjamin Constant avait subi, avec un courage extraordinaire, une opération terrible qui imposait au malade un repos absolu de plusieurs semaines. Le lundi, il apprit le coup d'état; aussitôt, oubliant les plus cruelles douleurs, il veut quitter son lit et venir au poste du danger. Ses amis, sa femme, son médecin, le conjurent, les larmes aux yeux, de résister à cette résolution, il cède avec une peine extrême. Le mardi, entendant le canon, il veut encore partir, on parvient à le retenir; alors, il écrit à tous ses amis, à M. Casimir Périer, au général Lafayette, à M. Lafitte, pour s'associer à tout ce qu'ils feront pour la cause du peuple, et les prie d'inscrire son nom au bas de tous leurs actes. Le mercredi, il se trouvait dans une irritation extrême; il croyait, en restant au lit, trahir la cause sacrée; il conjurait ses amis de le laisser partir, mais le médecin avait écrit: « si M. Benjamin Constant se lève et vient à Paris, il est mort. » Cet arrêt, bien moins que les larmes d'une épouse, retient encore le défenseur du peuple qui se faisait une violence inouïe. Son âme était au supplice entre le souvenir de la patrie qui l'appelait, ses amis de Paris qui lui demandaient d'apporter sa tête dans le jeu terrible où ils jouaient la leur, et les supplications d'une femme désespérée, qui le conjurait de ne pas sacrifier inutilement une vie si précieuse.

Le jeudi matin comme elle renouvelait ses instances, accompagnées des larmes les plus amères: « Eh bien! dit-il, tu l'exiges, je ne veux pas te mettre au désespoir, partons au moment même pour la Suisse; nous irons nous cacher dans quelque coin de montagne où les journaux ne parviendront pas jusqu'à nous; là je n'entendrai pas parler de ce l'on dira de moi en France; j'échapperai aux accusations de l'opinion, mais si je viens à savoir qu'on me reproche d'avoir abandonné le peuple, je me donne la mort. »

Le même jour, en apprenant les miracles du courage populaire, il ne peut plus demeurer loin de la scène du combat; il fait préparer en secret une voiture dont le mouvement pouvait lui causer la mort. Arrivé à Mont Rouge, il faut descendre de voiture et marcher à pied. Soutenu par deux amis, il arrive de barricade en barricade à l'Hôtel-de-Ville; malgré sa faiblesse, il se rend partout où l'appelle la présence des amis de la liberté, réunis pour délibérer sur le sort de la patrie. Le vendredi et le samedi suivants le virent triompher de même de la nature et de la douleur, parcourir la capitale, assister à tous les conseils, et ne rentrer chez lui qu'à deux heures du matin. Reconnu partout, partout on voulait le porter en triomphe; prétexte adroit pour l'empêcher de succomber, car tout trahissait en lui une grande douleur et le manque des forces nécessaires à une si forte épreuve. Il refusa toujours.

L'excès de la fatigue, les séances de la chambre, une complaisance extrême à recevoir et à écouter tout le monde, une correspondance immense et de tous les moments le mirent à deux doigts de sa perte. A cette époque, trois semaines de repos à Tivoli, des remèdes habilement administrés, les soins de la plus tendre amitié, donnés par une épouse, semblèrent le rétablir, mais le coup fatal était porté, les fatigues des journées qui suivirent les journées du peuple, étaient un véritable prélude de la mort de son défenseur. La reprise impudente de ses travaux, deux chûtes graves déclarèrent la crise qui allait l'enlever à la patrie.

Benjamin Constant avait, même à l'époque de sa prétendue convalescence, le pressentiment certain d'une fin prochaine. On l'a entendu dire : « L'on me croit rétabli, mais je n'en reviendrai pas. » Le matin du jour où il a succombé, il disait, au sujet d'un docteur, qui lui prodiguait ses soins : « Il pensait me guérir ; il s'est bien trompé ; je serai mort ce soir. »

Sa maladie n'a été ni longue ni trop douloureuse. Quelques heures avant sa mort, un délire tranquille s'était emparé de lui et semblait ne lui permettre aucun mouvement du corps, aucun signe de la pensée. Tout à coup, il se lève sur son lit, et comme un homme inspiré qui dicte ou écrit une improvisation, il prononce ces paroles, qu'il répète deux fois : « Après douze ans d'une popularité si justement acquise..... le reste à demain. » Telles furent ses dernières paroles ; un mouvement pour essayer de placer la main de sa femme sur son cœur, fut son dernier geste. Alors le pouls cessa de battre, un long soupir s'échappa de sa poitrine oppressée ; il n'était plus.

ÉTATS-UNIS.

NEW-YORK.

Le nombre de nos abonnés ayant augmenté depuis quelques mois au-delà de nos espérances et de ce que nous avions pu prévoir, nous sommes dans l'impossibilité de répondre à la demande de quelques nouveaux souscripteurs qui désirent la série entière de notre 3e vol. Les Nos. 56, 63, 64, 65 nous manquent et nous paierons 25 cents pour chacune de ces feuilles que l'on voudra bien nous rapporter.

Nous avons des nouvelles du Port-au-Prince jusqu'au 25 janvier. Le *Phare* dit que la révolution de France a produit dans ce pays la plus vive sensation. Cent Français ou Haïtiens se sont réunis à un banquet pour célébrer les événements de juillet. Parmi les toasts portés à cette occasion nous avons remarqué celui de M. l'abbé Echeverria, vicaire au Port-au-Prince : « Au patriarche de la liberté, à l'Aristide de la révolution, au citoyen des deux mondes, au général Lafayette, qui, à la tête de la garde nationale parisienne, a montré deux fois aux rois que c'est en vain qu'ils invoquent la protection du ciel par des prières publiques, s'ils ne gardent sur la terre les engagements qu'ils ont contractés avec les peuples. »

À la fin du repas une souscription a été ouverte en faveur des blessés ; elle a produit \$598 parmi les seuls convives.

MORT DE BOLIVAR.

Bolívar a cessé de vivre. Dans la force de l'âge, et au moment où il ressaisissait un pouvoir qui lui avait échappé, et que lui rendaient les compagnons de ses victoires, il a terminé, le 17 décembre près de Santa-Martha, une carrière signalée par quelques fautes peut-être, mais aussi par de grandes actions, et par un dévouement sans bornes à sa patrie à laquelle il sacrifia sa fortune et sa santé.

Les journaux de Carthagène, annonçant cette nouvelle, sont remplis des proclamations des autorités qui déplorent la perte du libérateur ; elles semblent la sentir d'autant plus vivement qu'elles redoutent l'ambition de ses lieutenants, et toutes les horreurs d'une nouvelle guerre civile. Il est malheureusement bien probable que tel sera le sort de la Colombie privée d'un chef dont l'influence pouvait rétablir l'ordre si longtemps troublé.

Bolívar était né à Caracas le 25 juillet 1793, d'une famille distinguée. Il fit ses études à Madrid et vint ensuite en France. A 22 ans il se liait avec Humboldt et Bonpland, et voyageait avec eux. Il parcourut tout à tour l'Angleterre, l'Italie et une partie de l'Allemagne. Revenu à Madrid il épousa la fille du marquis d'Ustariz qu'il perdit peu de temps après son retour en Amérique. Il arrivait au moment où ses compatriotes prenaient la résolution de secouer le joug de la métropole, et personne n'ignore la part glorieuse qu'il eut à ce grand événement. Aujourd'hui sa vie appartient à l'histoire ; elle nous dira avec impartialité quels furent ses succès, ses revers, son dévouement et ses fautes.

Rapport de la Société Française de Bienfaisance à New-York.

RECETTES.	1830.
Balance en caisse fin de décembre 1829.....	\$385 35
3 souscriptions de 1829 encaissées.....	22 00
Reçu des abonnés au Cercle de MM. Delmonico frères.....	63 50
Idem pour le produit d'une quête faite à l'Eglise Protestante Française du Saint-Esprit.....	100 00
Idem de M. le comte de Sarville.....	100 00
Idem en 203 souscriptions.....	1356 50
	\$2527 35
DÉPENSES.	
Circulaires, avis, salle d'assemblée.....	\$18 92
Loyers, entretiens, vêtements chauds et secours accidentels.....	223 08
Malades à l'Hôpital.....	35 58
Pour faciliter le départ de 52 personnes.....	179 50
137 charrettes de bois de chauffage.....	330 01
\$3,760 pains délivrés à 274 personnes.....	1370 58
Balance en caisse 31 décembre 1830.....	369 68
	\$2527 35

Comité d'administration pour 1831.

A. LENTILHON, Président.	CH. SAGOT, Vice-président.
J. BOUCHAUD, Trésorier.	J. CHASTELAIN, Secrétaire.
MM. S. BOICHAUD, A. Lemoine, F. Couillard, Ls. Gayot, A. Chaulet,	
S. Deloyes, L. S. Duvoisin et S. l'Herbette, commissaires.	
Médecins, MM. Berger et Naudin.	
Pharmaciens, MM. l'Acet et Souillard.	

BUENOS-AYRES.

Par un navire arrivé à Boston, nous avons reçu des journaux de Buenos-Ayres jusqu'à la date du 13 novembre. Il est très-douteux que la paix puisse être maintenue avec les provinces de l'intérieur.

Le général Paz a été nommé chef militaire suprême par les neuf provinces de l'intérieur, et installé en grande pompe. Les agents de ces provinces ont adressé une communication aux quatre provinces frontières pour leur demander d'accéder au traité du 31 août par lequel on a élevé le général Paz à ce haut emploi. Dans une lettre au gouvernement de Cordova, le gouvernement de Buenos-Ayres, en refusant de prendre part à cette nomination, se fonde sur ce que les pouvoirs accordés au chef suprême paraissent avoir pour objet d'inspirer la crainte plutôt que la confiance ; il professe en même temps le désir le plus sincère de voir leurs relations respectives continuer sur le pied de paix et de bonne intelligence.

On disait à Buenos-Ayres qu'il y avait eu une révolution à Entrerios, par laquelle le général Sola ayant été déposé, un officier, émigré de Buenos-Ayres, lui avait succédé dans ses pouvoirs.

Correspondance particulière.

Rio-de-Janeiro, 3 novembre.

Notre horizon politique est assez sombre dans ce moment. Déjà la session des chambres s'est prolongée de deux mois au-delà de sa durée, et elle va l'être encore d'un autre mois. La discussion du budget, sur lequel le sénat et le congrès n'ont pu s'accorder, a occupé la plus grande partie de ce temps ; la chambre basse veut obtenir une grande diminution dans les dépenses de l'armée et de la marine, et s'est prononcée pour le système des économies en général ; la chambre haute, appuyée par l'empereur et le ministère, ne veut pas entrer dans ces vues. Lorsqu'il y a dissidence de cette espèce entre les deux chambres, la constitution statue qu'elles se réunissent et formeront une chambre unique. Le sénat s'oppose à cette mesure et comme il n'est jamais arrivé rien de semblable depuis que la constitution a été adoptée, et que l'empereur et ses ministres paraissent peu disposés à s'en tenir à la lettre, l'issue de cette collision est tout à fait incertaine.

(Daily-Advertiser.)

MONTEVIDEO.

Le général Fructuoso Rivera a prêté serment le 6 novembre, en qualité de président de la République Orientale de l'Uruguay ; il a prononcé un discours à la chambre des représentants, et a fait publier deux proclamations adressées l'une au peuple et l'autre à l'armée. Sur 34 votes, 27 l'ont porté à son emploi ; ses honoraires sont de 9000 piastres. Il n'y a encore aucun ministre de nommé.

BIOGRAPHIE.

GALILÉE, DESCARTES.

Galilée naquit à Pise en 1564. Il n'avait que trois ans de moins que François Bacon. Les écrits de ce dernier ne purent donc exercer aucune influence sur ses travaux, et ce fut dans son génie seul que Galilée trouva le secret de l'excellente méthode qu'il suivit. Dès sa première enfance, il montra du goût pour la mécanique et un éloignement prononcé pour la philosophie scholastique, qu'il combattit, n'étant encore que simple étudiant à l'université.

Ses parents le destinaient à la profession de médecin ; mais une découverte importante, qu'il fit à l'âge de 18 ans, décida de son avenir. Le mouvement d'une lampe, qui se balançait un jour au-dessus de sa tête, attira son attention. Frappé de l'isochronisme de ses oscillations, il parvint à en déduire la théorie du pendule. Cinquante ans plus tard, il appliqua le pendule à la construction des horloges. Libre désormais de donner à ses études la direction qui lui convenait, il ne tarda pas à inventer la balance hydrostatique, et très peu de temps après à proclamer que l'horreur du vide n'était pas, comme l'avait pensé l'antiquité, un principe absolu. Les opinions adoptées relativement à la manière dont Galilée arriva à renverser ce principe imaginaire, ne sont pas tout à fait exactes.

Il paraît que ce furent les ouvriers fontainiers qui l'avertirent, un jour qu'il leur demandait une pompe d'une longueur inaccoutumée, qu'il serait inutile de lui donner de pareilles dimensions, parce que l'eau n'y monterait jamais au-delà de 32 pieds. Ainsi ce fait, qui devait amener une révolution complète dans la physique, et dont les savants étaient si loin de se douter, était bien connu d'une classe entière d'ouvriers. Galilée n'était pas âgé de 25 ans, lorsqu'il fit entrer dans la science la connaissance de cette vérité importante. Il publia peu de temps après ses *Dialogues sur le mouvement uniforme et le mouvement accéléré*, qui contiennent le principe d'une multitude de grandes découvertes.

Les opinions de Galilée lui attirèrent à Pise des désagréments qui le forcèrent à quitter la ville et à se réfugier à Padoue, où il fut nommé professeur de l'université.

Ce fut dans cette ville qu'il fit le plus grand nombre de ses découvertes. La première fut celle du compas de proportion ; la seconde, bien plus importante encore, fut celle du thermomètre, qui date de 1597. Mais celle du télescope surpassa toutes les autres. Nous avons vu que Roger Bacon, dès le 13^e siècle, avait très bien connu la propriété qu'ont les verres convexes de grossir les objets, qu'il avait même eu l'idée de profiter de cette propriété pour la construction d'instruments propres à remédier aux défauts de la vue ; mais il n'était venu à l'idée de personne de combiner les verres grossissants de manière à obtenir de leur ensemble un effet plus énergique. On a prétendu que Jacques Métius avait construit un télescope en Hollande avant Galilée ; mais il est bien démontré aujourd'hui que Métius n'inventa le télescope qu'en 1609, l'année même où Galilée construisit le sien de son côté. Si l'invention de Drebel précéda la sienne, ce qui est très douteux, ce ne fut que de très peu, et il n'en avait certainement pas connaissance.

Le télescope de Galilée était un simple tube de bois avec des verres aux deux extrémités ; cet instrument est conservé

encore aujourd'hui à Florence, bien que ce soit à Padoue qu'il ait été inventé. Le premier usage qu'en fit Galilée, fut de le tourner vers le ciel. Il observa d'abord la lune, et reconnut les montagnes qui s'élèvent à sa surface ; puis il s'occupa de Vénus, et constata l'existence des phases de cette planète, ce qui lui donna l'idée de sa révolution autour du soleil. Son télescope lui permit ensuite d'apercevoir les satellites de Jupiter. Il reconnut que ces astres tournent autour de leur planète, et en conclut naturellement que la terre, quoique centre du mouvement de la lune, pouvait bien n'être qu'une planète tournant autour du soleil. Galilée découvrit ensuite les taches du soleil, il vit qu'elles se mouvaient sur le corps de l'astre, et en conclut l'existence de sa rotation sur son axe : enfin il signala le mouvement de libération de la lune. Galilée publia, sous le titre de *Nuntius siderius*, un journal dans lequel il consignait périodiquement ses découvertes. Jamais journal ne justifia mieux son titre, et son auteur ne tarda pas à acquiescer le plus haut degré de gloire. Après être resté douze ans à Padoue, il retourna à Florence, où il reçut le titre de mathématicien du grand-duc.

Galilée avait adopté depuis long-temps le système de Copernic : il le professait même, mais il n'avait jamais rien écrit en sa faveur. Copernic consigna ses idées dans un traité intitulé : *De Revolutionibus orbium celestium*, qui parut en 1543 ; mais le sort lui épargna les persécutions qu'auraient pu lui causer la publication de son livre, dont il put cependant corriger les dernières épreuves. Il mourut au moment même où on lui en apportait les premiers exemplaires. Ses idées excitèrent la plus forte contradiction, même parmi les hommes les plus instruits : l'astronome Mesley, professeur à Tubingue, en fit une réfutation très vive. On a supposé qu'il n'était pas de bonne foi dans cette réfutation, qu'il ne l'avait écrite que parce qu'il regardait le système de Copernic comme dangereux ; mais que du reste, il était si pleinement convaincu de sa réalité, qu'il avait lui-même converti Galilée. Ce dernier adressa à la grande duchesse le premier ouvrage dans lequel il soutient le système de Copernic. Cet ouvrage excita l'attention des théologiens qui le censurèrent dans une assemblée tenue ad hoc, le déclarant absurde en philosophie, et hérétique en théologie.

La sentence lancée contre le système de Galilée portait défense expresse de l'enseigner à l'avenir. Malgré cette défense, Galilée revint à la charge, et l'exposa de nouveau d'une manière plus complète dans ses fameux dialogues. Il eut cependant la précaution de présenter son livre au maître du Sacré-Palais (religieux qui avait droit de censure sur tous les ouvrages de la chrétienté). Celui qui l'exerçait du temps de Galilée donna d'abord son approbation aux dialogues, mais il la retira quand il vit l'orage se former. Galilée, malgré les efforts que fit le grand-duc pour le soustraire au danger qui le menaçait, fut conduit à Rome devant le tribunal de l'Inquisition, en 1633, à l'âge de 69 ans. On le força d'abjurer sa doctrine, et on le condamna à une prison perpétuelle, avec obligation de réciter pendant trois ans les sept psaumes de la pénitence, quatre fois par semaine. Il faut dire qu'on apportait à l'exécution de cette sentence injuste tous les adoucissements qu'au surplus l'âge et le génie de Galilée auraient dû suggérer, même quand il eût été coupable. Il ne fut point plongé dans un cachot, comme on l'a si souvent répété, et il eut même le palais de l'Inquisition pour prison ; encore ne l'y retint-on qu'une année, après quoi il put aller habiter sa maison de campagne près de Florence, avec permission de se rendre dans la ville chaque fois que le soin de sa santé pourrait l'exiger. On sait assez qu'après avoir prononcé sa formule d'abjuration, il dit, en frappant la terre du pied, *elle se meurt pourtant*.

Galilée écrivit encore après sa condamnation, et composa, sur la *résistance des solides*, des dialogues qu'il confia au comte de Noailles, alors ambassadeur de France. Ce fut aussi en France, et par les soins du père Mersenne, que fut publié un *Traité de mécanique* de Galilée, dans lequel est exposé le principe des vitesses virtuelles, l'un des plus féconds de la mécanique. Galilée mourut à 78 ans, l'année même où naquit Newton.

René Descartes naquit à Lahaye, en Touraine, en 1596, environ trente ans après Bacon et Galilée. Comme ces deux grands hommes, il conçut dès sa jeunesse un dégoût prononcé contre les études vulgaires ; les mathématiques seules lui plaisaient, et pour tout le reste, il n'y voyait que matière de doute et d'incertitude. Cette disposition d'esprit le décida même tout à fait à renoncer aux sciences, et il s'engagea comme volontaire au service du prince Maurice de Nassau. Bientôt, dégoûté du métier des armes, il le quitta et se fixa en Hollande en 1629 ; il y séjourna jusqu'en 1644, et ce fut pendant les quinze années qu'il y passa sans emploi et sans fortune, qu'il réussit à se faire, par la publication de ses ouvrages, une réputation colossale dans toute l'Europe. Vers l'an 1640 commencèrent les querelles qui rendirent amères les dernières années de sa vie.

En 1643, un jeune professeur d'Utrecht, appelé Regius, se décida à enseigner, dans ses cours, la philosophie de Descartes. Comme cette philosophie proclamait la vérité du système de Copernic et celle de la circulation du sang, on ne toléra pas cette innovation. Ces deux vérités étaient pourtant alors loin d'être nouvelles ; le système de Copernic, proclamé en 1543, avait été porté jusqu'à l'évidence par les découvertes de Galilée. La circulation du sang, si facile à constater, était démontrée depuis 24 ans, et cependant on défendait encore d'enseigner ces deux vérités dans les écoles. Tels sont les bienfaits qu'on doit à l'autorité si souvent ignorante, et qui néanmoins veut prescrire les limites de l'enseignement.

Un théologien appelé Voetius accusa d'athéisme le philosophe qui avait donné de nouvelles preuves de l'existence de Dieu. Le gouvernement français voulut faire revenir Descartes en France, et lui promit même une pension ; mais, convaincu qu'il n'éviterait pas les persécutions dans sa patrie, il céda aux sollicitations de Christine, qui l'appela en Suède. Il se trouva à la cour de cette reine avec Grotius et Saumaise, et y jouit d'une grande faveur.

Il n'était à Stockholm que depuis quatre mois, lorsqu'il succomba à une fluxion de poitrine, produite par la rigueur.

d'un climat auquel il n'était pas accoutumé. Descartes appartenait à une famille noble de Bretagne. Son père eut toujours pour lui une grande tendresse, et l'appelait son *cher philosophe*; mais il n'en fut pas de même d'un de ses frères, conseiller au parlement de Bretagne, qui se plaignait de ce que sa famille était déshonorée par un de ses membres, qui s'était fait auteur.

Comme nous l'avons dit, ce fut surtout par le mouvement général que sa philosophie imprima à l'esprit humain, que Descartes concourut à l'heureuse modification qui s'opéra dans l'étude des sciences au 17^e siècle. La nature qui lui avait accordé tant de génie, ne l'avait pas doué du talent d'observation des faits particuliers; mais comme mathématicien, il est au-dessus de tout éloge. C'est lui qui a créé l'application de l'analyse à la géométrie, et donné les premiers exemples de l'application de la géométrie à la physique. Sa métaphysique, qui n'est pas non plus de notre ressort, porte certainement l'empreinte d'un grand génie. Elle a d'ailleurs rendu un service immense, en proclamant l'utilité du doute dans les sciences. Quant à sa physique, elle est tout ce que peut être cette science dépourvue du secours de l'observation; ses hypothèses sont ingénieuses et combinées avec beaucoup d'art, mais il ne pouvait deviner la nature.

On eut presque autant de peine à détruire la physique de Descartes dans les écoles, qu'on en avait eu à l'y introduire; et dans la dernière moitié du 18^e siècle, on soutenait encore en France des thèses en faveur des tourbillons.

CUIVIER.

MÉLANGES.

LE CHOIX D'UN MARI.

Qu'est-ce que le mariage?

C'est un sacrement, répondit un abbé.

C'est l'union légitime de l'homme et de la femme, répondit un légiste.

C'est une institution morale et politique, répondit un économiste.

C'est une galère, dit tout bas un mari.

Ils avaient raison tous les quatre.

Il nous coûte, à nous, de renoncer à notre vie de jeune homme indépendante et aventureuse; cette vie diverse et mélangée, pleine et incomplète, tantôt folle et tantôt sérieuse, moitié drame et parade, douce vie de rapides combats et de longues fêtes, aussi le mariage nous effraie-t-il long-temps.

Mais une femme! C'est pour elle changer de robe et de rubans: sa simple robe de jeune fille contre une robe de dentelle, son ruban vert contre une ceinture de perles pour elle, c'est le bal après le spectacle, c'est regarder la vie en face après ne l'avoir vue que de profil. Le mariage nous fait esclaves, et il l'a fait libre. Il nous rend vieux et il la rend jeune, il l'enrichit de tout ce que nous perdons, il lui donne notre dépouille des joies de ce monde.

Aussi lorsque Mme. de B... dit à Nathalie que son heure était venue, Nathalie se montra docile et résignée. Sa fortune et sa mère lui permettaient de choisir, on annonça que la belle héritière se donnerait à celui qui saurait lui plaire, et les prétendants arrivèrent en foule. C'était merveille de les voir empressés, aimables, inquiets, faisant une guerre d'observation et d'escarmouches. Bons jeunes gens!

Tous cherchaient à lui faire admirer leurs talents: l'un était poète, l'autre poète, celui-ci musicien, celui-là ventriloque. Il fallait se distinguer, n'importe comment, car souvent une bouffonnerie nous mène plus loin qu'une belle action. Si elle avait ri d'une pasquinade, tous, le lendemain, seraient allés prendre leçon chez Odry; si elle avait dit, je veux pour époux un homme vertueux, quel'un de ses adorateurs serait venu, au bout de l'an, avec un prix Monthlon.

Mais Nathalie ne leur montra ni goût pour le calembourg, ni amour pour la vertu.

Bref, beaucoup furent appelés, pas un ne fut élu.

Pourtant, il en était qui eussent mérité de l'être, et qui, ailleurs, auraient trouvé un facile accueil à leur hommage.

Le premier qui se présenta avait une figure belle et triste, des cheveux noirs vaguement jetés sur un front pâle, un regard voilé, des traits réguliers et doux, et une rêveuse expression de physionomie. Mais Nathalie ne voulut pas épouser une élégie.

Ensuite ce fut un beau et svelto jeune homme, il paraissait dans le monde tel que Staub l'avait fait, étalant les modes de demain, confiant et heureux. Il avait dépeigné, dans le nœud de sa cravate, ce qu'il faut d'imagination pour créer une tragédie classique ou le huitième vers d'un couplet. Nathalie jugea que toute cette élégante recherche pouvait bien cacher une âme vide et un esprit étroit.

Puis, vint un homme mystérieux et souriant, parlant bas aux femmes, regardant sans voir et voyant sans regarder; des bagues aux doigts et des cheveux au cou; de la réserve et de l'abandon, des paroles mielleuses et un mouchoir parfumé. C'était un homme à bonnes fortunes, un de ces êtres privilégiés qui ont un cœur large et à compartiments: ici les grandes passions, là les amours d'une semaine; un de ces hommes, enfin, qui vivent beaucoup et peu, et laissent à leurs héritiers des billets à l'ambre, et des miniatures d'Isabey.

Mais Nathalie ne comprit pas le bonheur d'être aimée par un homme qui avait fait de l'amour une étude profonde et variée.

Ce serait à n'en plus finir, s'il fallait passer en revue tous les prétendants qui se présentèrent.

L'un était un poète: homme lourd et commun lorsqu'il s'exprimait en prose, brillant et ingénieux lorsqu'il écrivait en vers.

Nathalie jugea le poète d'après sa prose.

Un autre était député, un vrai représentant de la nation: homme d'une opposition généreuse et éloquente, dont la parole était puissante et redoutée, lorsqu'à la tribune il attaquait un abus, aimable et séduisant, lorsque dans le monde il parlait à une femme.

Et si vous voulez savoir pourquoi celui-là fut refusé, lisez

l'art. 38 de la charte constitutionnelle. (De l'ancienne charte bien entendu.)

Après le député, se présenta un membre de la chambre haute. Combien de filles de banquiers s'estiment heureuses de placer un million sous une couronne de comte! il est si doux de voir peint aux panneaux de sa voiture le blason de la pairie, de voir devant soi les portes s'ouvrir à deux battants, et de se dire:

« Quand je ne serai plus ni jeune ni belle, je serai encore une grande dame, cela aide à vivre vieille. »

Mais Nathalie n'avait ni ambition pour le présent ni prévoyance pour l'avenir.

Et chaque jour Nathalie songeait à faire un choix et elle y songea toute sa vie.

Une dame de Opéra montrait ses cachemires à une amie, comme un général romain étalait dans son triomphe les dépouilles des ennemis vaincus. « Celui-ci, disait elle, est anglais, celui-là est russe, cet autre est espagnol; en voici un suédois..... — Comme l'industrie a fait des progrès! repartit la novice; il y a vingt ans que tous les cachemires venaient de l'Inde. »

— Un journal rapporte un mot de M. de la Bourdonnaye, qui montre qu'il appréciait la portée de l'entreprise du 8 août. On lui demandait pourquoi il était sorti du cabinet au moment où M. le prince de Polignac avait été nommé président du conseil. « Quand je joue ma tête, répondit-il, je veux tenir les cartes. »

ANNONCES.

BULLETIN UNIVERSEL DES SCIENCES ET DE L'INDUSTRIE.

Publié sous la direction du baron de Ferassac.

Le Bulletin se compose de huit sections, de chaque section paraît un numéro par mois; on peut souscrire à chacune d'elles séparément, savoir:

I. Sciences mathématiques, physiques et chimiques, \$6 par an.

II. Sciences naturelles et géologie, \$11 par an.

III. Sciences médicales, etc., \$11 par an.

IV. Sciences agricoles, économiques, etc., \$7 par an.

V. Sciences technologiques, \$8 par an.

VI. Sciences géographiques, écon. publ., voyages, \$12 par an.

VII. Sciences historiques, antiquités, philologie, \$9 par an.

VIII. Sciences militaires, \$4 50 par an.

Le sousigné est chargé des intérêts du Bulletin dans les Etats-Unis, il fera parvenir au Directeur toute communication et nouveauté littéraire, qu'on lui enverra pour lui, franc de port; on s'abonne également chez lui au dit Bulletin.

Foreign and Classical Bookstore,
CHARLES DE BEIR, Director,
108 Broadway, New-York,
32 South-sixth-street, Philadelphie.

KING & WALLIS,
No. 154 William Street,

Offrent à vendre en détail les articles suivants, avec une réduction dans leurs prix, savoir:

Couvertures de lit à rosaces de 8-4 à 14-4.

Couvertures de lit rayées et à points.

Flanelles, blanches et de couleur.

Revêches vertes, 4-4.

Camelot bleu et brun.

Bombazine anglaise.

Méridinos anglais.

Barèges, couleurs assorties.

Bas de laine pour hommes et femmes.

Gants de castor.

Crêpe de Nankin, noir et de couleur.

Fichus de soie.

Schalls de Soie, de Cachemire, de Thibet et de Méridinos.

Leur assortiment de nouveautés est, comme auparavant, de premier choix, et à prix fixe.

Un des associés, Mr. W., parle la langue Française.

A VENDRE chez M. THOISNIER DESPLACES, libraire de Paris et à New-York, Exchange-Place, No. 32.

Manuels, du tapissier, cartonnier, carter, amidonnier, vermicellier, charpentier, boulanger et meunier, graveur, mouleur, charcutier, pâtissier, vinaigrier et moutardier, papetier et régulier marchand de bois, imprimeur, relieur, vigneron, fleuriste artificiel, des demoiselles, des dames, de la maîtresse de maison, art de se coiffer soi-même, météorologie, physiologie végétale, mammalogie, entomologie, histoire naturelle des mollusques et de leurs coquilles, d'ornithologie, botanique.

Œuvres complètes de Buffon, mises en ordre par M. de Lacepède, nouvelle édition, ornée du portrait de Buffon et de 245 belles gravures, 26 volumes in-8.

Histoire Naturelle des Quadrupèdes Ovipares, Serpens, Poissons et Cétacées, par M. le comte de Lacepède, pour faire suite aux œuvres de Buffon. Nouvelle édition, ornée de 115 planches et du portrait de l'auteur. 5 gros volumes in-8.

Répertoire du Théâtre Français, nouvelle édition, classée dans un nouvel ordre, avec des notices sur les auteurs et acteurs célèbres, par Picard et Peyrot, ornée de 12 portraits; 85 livraisons forment 4 gros volumes in-8.

A LOUER. — La maison à deux étages, No. 72 Chatham-street, et les meubles de la maison à vendre. S'adresser au Bureau d'Agence, No. 8 Broad-street.

Magasin d'Épicerie au coin de Park-Place et Broadway.

G. DESABAYE, à l'adresse ci-dessus, continue à tenir un assortiment complet d'épicerie: il y a joint les articles d'importation les plus rares, et au goût de toute espèce de consommateurs. Ils trouveront également à se pourvoir chez lui de liqueurs fines d'Europe et d'Amérique, d'eau-de-vie très-vieille ou récemment importée, genièvre de Hollande, Rum-Jamaïque, Ste-Croix et autres; vins de Bordeaux, vieux Madère, Sherry, Tenénif, &c. Il se charge de fournir des provisions aux bâtiments.

N. B. Chaque article sera porté gratis dans les maisons.

SYLVESTER, 130 et 311 Broadway,

Prend la liberté de rappeler aux personnes qui lui donnent leurs ordres, que, chaque JEUDI, on fait un tirage de la Loterie de New-York et qu'il a reçu de l'Etat une licence pour vendre des billets ou parts de billet.

Jeudi prochain, 15 février. — \$30,000, \$20,000, \$10,000, 20 de \$1000, 20 de \$500, etc. etc. Prix du billet \$10.

Février	17	No. 4	\$20,000, \$10,000	\$5
24	1	16,000, 10,000	5	
Mars	3	2	20,000	5
10	2	20,000, 10,000	5	

MAISON A LOUER.

M. Sylvester désirerait louer la maison située au No. 130 Broadway, à l'exception du bureau, à une famille respectable. La plus grande partie du loyer pourrait être payée en fournissant la pension.

AVIS.

Le docteur V. GUILLON, ayant définitivement fixé sa résidence à New-York, a l'honneur de prévenir le public, qu'on pourra consulter tous les jours à son domicile No. 32 Chapel-st. L'expérience qu'il a acquise par un long séjour sur la côte du Mexique, et dans les Indes occidentales et l'étude particulière à laquelle il s'est livré des maladies ordinaires dans ces climats, le mettent à même de donner des conseils salutaires aux personnes qui auraient l'intention de les habiter.

Les français et les espagnols ignorant la langue anglaise, pourront consulter le Docteur Guillon dans leur propre langue.

Le docteur Guillon recevra volontiers dans son étude, deux élèves et médecin, ou un plus grand nombre, qui indépendamment des moyens qu'ils trouveront chez lui de se perfectionner dans leur profession, auront la faculté d'y acquérir sans frais la connaissance des langues françaises et espagnoles.

41

DENTS INCORRUPTIBLES.

MM. PLANTOU père et fils, Chirurgiens Dentistes de Paris, premiers fabricants des dents incorruptibles, qui leur ont mérité depuis près de dix ans un certificat de la Société Médicale de Philadelphie, attestant la supériorité de cette espèce de dents artificielles sur toutes celles faites de matières sujettes à corruption, offrent aux habitants des Etats-Unis leurs services pour toutes les opérations de leur art. Ils placent de ces dents, qui ne changent jamais de couleur et ne contractent jamais de mauvaise odeur, depuis une seule jusqu'à des rateliers entiers, lorsqu'il ne reste plus une dent dans la bouche. Ils ont obtenu une patente pour la perfection qu'ils ont acquise dans la fabrication, la solidité et la durée de ces dents.

Leur résidence est à Philadelphie, quatrième rue Sud, No. 110.

61—1f

BUREAU D'AGENCE, D'EUGÈNE BERGONZIO
New-York, Broad-street, No. 8.

On s'y charge d'acheter et de vendre à commission, d'effectuer les assurances, d'opérer la rentrée de fonds et d'en faire la remise; de faire les entrées de Douane, pour chargemens et déchargemens de marchandise, bagage, etc.; de traduire toute espèce de documents, de recevoir les souscriptions aux ouvrages littéraires et périodiques; et procurer les fonds nécessaires pour exécuter les demandes des personnes qui y auront recours, ou enverront leurs ordres.

Il y a dans le même Bureau, constamment à vendre, différentes qualités des Cigares de la Havane, en lots ou en boîtes de 250.

J. MILHAU, pendant onze ans de la raison de Lareque et Milhau de Baltimore, et récemment de Paris, a l'honneur de prévenir le public qu'il a ouvert sa PHARMACIE au No. 1723 Broadway au coin de Maiden-lane. On y trouvera un assortiment complet de Drogues fraîches et de préparations nouvelles, qu'il vendra en gros et en détail aux prix les plus modérés: ayant établi des relations avec des maisons de confiance de Paris, J. M. recevra constamment les produits chimiques et pharmaceutiques les plus en vogue dans la capitale.

Articles de saison, fraîchement préparés, Pâtes de Guimauve, de Jubé, de Lichen; Sirops de Gomme, de Violettes, de Pensée sauvage, d'Ipécac. Pastilles de Spitzlaid, d'Ipécac et de Tolu, etc.

AVIS. — M. JOSEPH COLLET, No. 133 Greenwich-street, a constamment à vendre aux prix les plus modérés en gros et en détail, un assortiment complet de vins de France, d'Espagne, liqueurs de toutes sortes, vieux xéres, (sherry) vins d'Oporto et Madère, eaux-de-vie, preuve, genièvre et rhum en bouteilles, dames jeanne ou futs en entrepôt; Chateau-Margaux, Lafite, St. Julien, Médoc, Hermitage, Côte-Rôtie, haut Barsac, Sauterne, Grave, Malaga, muscat frontignan, Champagne en bouteilles et en paniers, etc.

Jos. Collet s'engage envers le public et ses amis à fournir ces articles dans leur état naturel, tels qu'ils ont été importés, et à plus bas prix qu'on ne pourrait se les procurer ailleurs.

Les frais de transport seront à sa charge. Il prépare pour les voyageurs des provisions, et des fruits dont il garantit la conservation.

Boeuf, veau, cuisses d'oie, volailles, canards, confits, etc. tous champignons, coings, tablettes de bouillon, etc.

Joseph Collet peut également disposer de quelques appartemens meublés, et recevoir en pension chez lui à des prix modérés un petit nombre de personnes respectables.

AUX AMATEURS DU BON GOUT.

A. C. SMETS et Cie., Broadway, No. 258, s'exerçant toujours à réunir chez eux toutes les Graces, tellement favorisées par les Dames, ont le plaisir d'annoncer qu'ils viennent de recevoir des envois de leurs agens en Europe, qui surpassent, par l'élégance et la grâce des articles, tout ce que l'on a vu jusqu'à présent; les Dames sont invitées de venir partager l'admiration que ces nouveautés inspirent. Les brillantes robes de bal sont d'un goût rare; les dessins exquis des riches voiles de blonde et de dentelle sont surprenants. Les broderies, les boas, les bonnets, les écharpes, les pèlerins, les cravattes et les canezous sont les produits des plus célèbres fabriques. Enfin dans leur joli magasin se trouve tout ce qui peut plaire à ce goût délicat qu'offrent à nos yeux les toilettes charmantes des Dames de l'Amérique.

FONDERIE EN CARACTÈRES D'IMPRIMERIE.

WM. HAGAR et Cie. ont transporté leur fonderie du No. 20 aux Nos. 29 et 31 Gold-street. Ils ont un assortiment complet de caractères qu'ils offrent aux prix suivants.

Six lignes au-dessus de Pica, au même prix que partout ailleurs.	
Pica.....	36 cents.
Long-Primer.....	40
Bourgeois.....	46
Nonpareil.....	90
Diamond.....	\$2.
Small Pica.....	33 cents.
Brevier.....	56
Minion.....	70
Pearl.....	\$1 40

A six mois de crédit, ou à 7 1/2 pour cent d'escompte. Ils prennent de vieux caractères en paiement, à raison de 9 cents la livre.

WM. Hagar et Cie. appellent l'attention des Imprimeurs à leur nouveau métal qu'ils garantissent supérieur à tout autre employé dans ce pays, et qui est de 10 à 12 p. c. plus léger que l'ancien. Ils ont de nouveaux moules depuis le Pica jusqu'au Diamond, et sont agens de M. Samuel Rust, inventeur de la presse dite Washington Press, qu'ils vendront à un prix modéré.

CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION.

Le Courrier des États-Unis paraît tous les samedis et mercredis. — Le prix est de huit dollars par an, payables à l'expiration du premier semestre, non compris le port. — Les souscriptions subsisteront jusqu'à la notification régulièrement faite que l'abonné veut cesser de l'être. Néanmoins, tout nouveau semestre commencé sera achevé. — Les personnes qui habitent des lieux où le Journal n'a pas d'agens, sont tenues de payer d'avance le montant de leur souscription.

On souscrit: à New-York, au bureau du Courrier des États-Unis, No. 7 Broad-Street, où les lettres, communications et envois doivent être adressés, francs de port, à MM. les Éditeurs du Courrier des États-Unis ou à M. Wm. A. WISHART, Caissier du Journal.

PRIX DES ANNONCES.

Par abonnement à l'année \$20, avec le Journal.
\$15, sans le Journal.
\$1 pour chaque insertion n'excédant pas un carré d'impression pour la première fois et 50 cent pour chacune des fois suivantes.